

Communiqué de presse – 23 septembre 2024

L'influence des dynamiques politiques sur la protection de la biodiversité : l'exemple des États-Unis

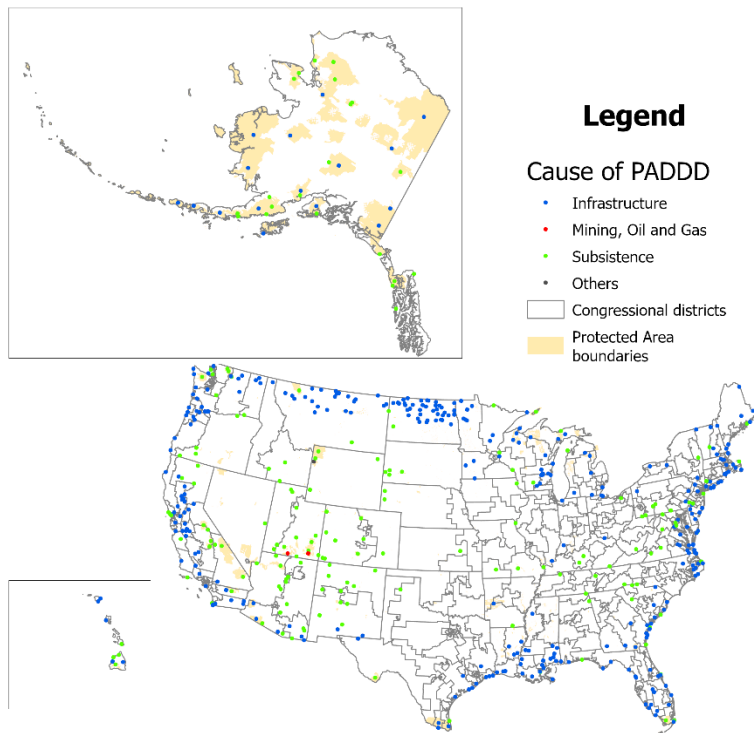
Les aires protégées ont historiquement été créées pour préserver la biodiversité, mais ces dernières peuvent être menacées par des décisions politiques. À travers l'exemple des États-Unis et en s'appuyant sur des données entre 2001 et 2018, des scientifiques d'INRAE, de l'Institut Agro, de l'université Duke montrent que le passage à une représentation politique Républicaine majoritaire au sein des États entraîne un risque de réduction ou de déclassement des aires protégées. Ces résultats, publiés dans la revue *Ecology and Society*, soulignent la forte influence des orientations politiques dans les décisions de conservation.

Les expertises scientifiques attestent de l'érosion de la biodiversité : selon l'IPBES, 75 % des terres sont altérées par l'humanité et 1 million d'espèces, sur un total estimé à 8 millions, est menacé d'extinction¹. En 2022, la COP15 a trouvé un accord qui vise la protection de 30 % de la planète (des surfaces en terres, mers et eaux douces) d'ici à 2030. Malgré les objectifs internationaux, diverses pressions peuvent rendre cette protection difficile à mettre en œuvre. En effet, de précédents travaux avaient mis en évidence l'influence des pressions économiques sur les déclassements (autorisation d'activités auparavant interdites au sein de l'aire protégée), les réductions, ou parfois même de suppression d'aires protégées.

Jusqu'alors, peu d'études ont examiné le rôle des dynamiques politiques dans la conservation environnementale. Des scientifiques d'INRAE, de l'Institut Agro, de l'université Duke et du WWF ont analysé le cas des États-Unis entre 2001 et 2018, pour étudier les effets des changements dans la représentation politique sur le maintien des aires protégées.

Dans cette étude, les scientifiques ont ainsi analysé 861 propositions et 233 adoptions de mesures par la Chambre des représentants et au Sénat en distinguant clairement les propositions au Congrès de réduction d'aires protégées des décisions finales. Au total, il a été dénombré 583 propositions et 5 adoptions pour des raisons d'infrastructures, 94 propositions et 2 adoptions pour des extractions minières ou pétrolières, 1 proposition et 222 adoptions pour des raisons de subsistance.

¹ Díaz S., Settele J., Brondizio E.S. et al. (2019). Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. IPBES.



Source: authors, based on PADDtracker and PAD-US data

Légende : la carte indique la raison pour laquelle les déclassements/réductions d'aires protégées ont été proposés ou adoptés : développement des infrastructures, exploitations minières et de pétroles ou subsistance (par exemple, le rétablissement des droits des tribus locales à récolter des plantes).

Pour estimer l'influence de la représentation politique dans ces décisions, les scientifiques se sont appuyés sur l'appartenance politique des élus, à la fois au niveau du district pour le représentant à la Chambre des représentants, et au niveau de l'État pour les 2 sénateurs. À l'aide de méthodes statistiques avancées, ils ont ensuite évalué l'influence des variables politiques, c'est-à-dire les changements entre Républicains et Démocrates, ainsi que des conditions économiques des districts sur les événements législatifs concernant les aires protégées.

Les analyses montrent que lorsque la représentation d'un district bascule des Démocrates aux Républicains, la probabilité d'observer une proposition ou l'adoption d'un déclassement ou d'une réduction d'aires protégées passe de 2,1 à 4,7 %. Par ailleurs, cette probabilité passe de 0,1 à 4,3 % lors d'un changement de majorité en faveur des Républicains à la Chambre des représentants et de 2,2 à 5,7 % au Sénat. Ce constat met en lumière la vulnérabilité des aires protégées face aux dynamiques politiques, soulignant que les décisions de conservation sont fortement influencées par les orientations politiques des élus.

À partir d'analyses complémentaires, les scientifiques montrent que leurs résultats sont essentiellement dus aux propositions de déclassement ou de réduction, plutôt qu'à leurs adoptions. Bien que les propositions n'aboutissent pas toujours à un changement juridique, elles exercent des pressions vers une baisse de la protection et indiquent des positions politiques sur les efforts en matière d'environnement.

Les scientifiques envisagent de poursuivre leurs travaux sur les mécanismes qui facilitent ou freinent l'acceptation d'une proposition de loi sur les aires protégées et dans quelle mesure ces propositions peuvent être utilisées de manière stratégique par certains candidats dans un contexte de réélection.

Référence

Le Velly G., Delacote P., Golden Kroner. et al. (2024). Politics Driving Efforts to Reduce Biodiversity Conservation in the United States. *Ecology and Society*, DOI : <https://doi.org/10.5751/ES-15338-290327>

Contacts scientifiques :

Philippe Delacote - philippe.delacote@inrae.fr

Unité mixte de recherche Bureau d'économie théorique et appliquée (université de Strasbourg, CNRS, université de Lorraine, INRAE, AgroParisTech)

Département scientifique Économie et sciences sociales pour l'agriculture, l'alimentation, l'environnement (ECOSOCIO)

Centre INRAE Grand Est-Nancy

Gwenole Le Velly - gwenole.le-velly@institut-agro.fr

Unité mixte de recherche Centre d'économie de l'environnement de Montpellier (INRAE, université de Montpellier, CNRS, Institut Agro Montpellier)

Contact presse :

Service Médias et opinion INRAE : 01 42 75 91 86 – presse@inrae.fr

À propos d'INRAE :

INRAE, l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, est un acteur majeur de la recherche et de l'innovation. L'institut rassemble une communauté de 12 000 personnes, avec 272 unités de recherche, de service et d'expérimentation implantées dans 18 centres sur toute la France.

Institut de recherche finalisée, il se positionne parmi les tout premiers organismes de recherche au monde en sciences agricoles et alimentaires, en sciences du végétal et de l'animal, et en écologie-environnement. Il est le premier organisme de recherche mondial spécialisé sur l'ensemble « agriculture-alimentation-environnement ». INRAE a pour ambition d'être un acteur clé des transitions nécessaires pour répondre aux grands enjeux mondiaux.

Face à l'augmentation de la population et au défi de la sécurité alimentaire, au dérèglement climatique, à la raréfaction des ressources et au déclin de la biodiversité, l'institut a un rôle majeur pour construire des solutions et accompagner la nécessaire accélération des transitions agricoles, alimentaires et environnementales.

la science pour la vie, l'humain, la terre

Rejoignez-nous sur :



www.inrae/presse

À propos de l'Institut Agro :

La nouvelle grande école publique pour accompagner les transitions agroécologiques, alimentaires et environnementales

Créé en janvier 2020 par la fusion de trois grandes écoles historiques, l'Institut Agro est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement (statut EPSCP- Grand établissement). Il couvre l'ensemble des thématiques et filières du végétal et de l'animal, y compris la vigne et le vin, l'horticulture, l'halieutique et le paysage. L'Institut Agro regroupe trois écoles

: l'Institut Agro Dijon, l'Institut Agro Montpellier et l'Institut Agro Rennes-Angers, offrant une palette étendue de formations initiales et continues (cursus ingénieur, master, doctorat, licence pro). Il compte 5 000 étudiantes et étudiants (dont 3 000 ingénieur-es et 450 doctorant-es), 1 380 personnels (dont 300 enseignants-chercheurs), 6 campus, 3 domaines expérimentaux agricoles, 35 unités mixtes de recherche, une fondation, 16 chaires partenariales, un incubateur d'entreprises et une maison d'édition.

L'Institut Agro assure également une mission d'appui aux 800 établissements français de l'enseignement technique agricole

Plus d'information sur institut-agro.fr